

La direction de l'Agence est exercée par le fonctionnaire dirigeant faisant fonction dans l'attente de la nomination par le Gouvernement flamand, en application du statut du personnel flamand, du chef de l'Agence, visé à l'article 12.

Art. 27. Par dérogation à l'article 16, § 1^{er}, du Décret cadre, le premier contrat de gestion sera conclu pour une période s'achevant au plus tard neuf mois après la prestation de serment du nouveau Gouvernement flamand, après le renouvellement général du Parlement flamand en 2019.

CHAPITRE VIII. — *Entrée en vigueur*

Art. 28. Les articles 23 et 24 du présent décret entrent en vigueur à la date de leur publication au *Moniteur belge*. Les autres dispositions du présent décret entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

Bruxelles, le 6 décembre 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

La Ministre flamande de l'Innovation, des Investissements publics, des Médias et de la Lutte contre la Pauvreté,
I. LIETEN

—————
Note

(1) *Session 2013-2014*

<i>Documents</i>	- Projet de décret	: 2264 – N° 1
	- Rapport	: 2264 – N° 2
	- Texte adopté par la séance plénière	: 2264 – N° 3
<i>Annales</i>	- Discussion et adoption : Séance du 4 décembre 2013.	

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/206894]

5 DECEMBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon portant diverses modifications relatives à la procédure fiscale wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 55*bis* du Code des droits de succession, inséré par le décret du 6 décembre 2001 et modifié par le décret du 3 juin 2011 et plus particulièrement § 4;

Vu l'article 131*quinquies* du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, inséré par le décret du 3 juin 2011 et plus particulièrement § 4;

Vu la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles le 9 février 1994, entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du grand-duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et instaurant une eurovignette, conformément à la Directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993, notamment l'article 13;

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, notamment les articles 2, 4, 1^o, 6, 11*bis*, 17*bis*, 18, 25 à 27*bis* et 63, § 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 8 juillet 1970 portant règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus;

Vu l'arrêté royal du 9 janvier 1995 portant exécution de la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles le 9 février 1994, entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du grand-duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et instaurant une eurovignette, conformément à la Directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993;

Vu l'arrêté royal du 19 décembre 2001 portant exécution de la loi du 27 décembre 1994 portant exécution des articles 8, 12 et 13, de la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles le 9 février 1994, entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume du Danemark, du grand-duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et instaurant une eurovignette, conformément à la Directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 portant diverses modifications à la procédure fiscale wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 juillet 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 juillet 2013;

Vu l'avis n° 53.909/2 du Conseil d'Etat, donné le 23 septembre 2013 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Finances,

Arrête :

Titre 1^{er}. — Natura 2000 - Disposition portant exécution du Code des droits de succession

Article 1^{er}. Le délai prévu à l'article 55*bis*, § 4, alinéa 1^{er}, du Code des droits de succession est prorogé jusqu'au 31 décembre 2014.

Titre 2. — Natura 2000 - Disposition portant exécution du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe

Art. 2. Le délai prévu à l'article 131quinquies, § 4, alinéa 1^{er}, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe est prorogé jusqu'au 31 décembre 2014.

Titre 3. — Modifications de l'arrêté royal du 9 janvier 1995 portant exécution de la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles le 9 février 1994, entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du grand-duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et instaurant une eurovignette, conformément à la Directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993

Art. 3. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 9 janvier 1995 portant exécution de la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles le 9 février 1994, entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du grand-duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et instaurant une eurovignette, conformément à la Directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993 est abrogé.

Art. 4. L'article 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante rédigée comme suit :

« Art. 3. Le service visé aux articles 2^{ter}, 5, 9 et 12, § 2, de la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles le 9 février 1994, entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du grand-duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et instaurant une Eurovignette, conformément à la Directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993, est la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie.

Titre 4. — Modification de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 portant exécution des articles 8, 12 et 13 de la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles le 9 février 1994, entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du grand-duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et instaurant une eurovignette, conformément à la Directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993

Art. 5. Dans l'article 3 de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 portant exécution des articles 8, 12 et 13 de la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles le 9 février 1994, entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du grand-duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et instaurant une eurovignette, conformément à la Directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993, le tableau établissant l'échelle des amendes est remplacé par le tableau suivant :

	Type d'infraction	Niveau de l'amende administrative
A.	- eurovignette échue depuis plus d'un mois; - remplacement d'un véhicule (sous une autre plaque d'immatriculation) sans régularisation de l'eurovignette	Une fois le montant non payé, avec un minimum de 250 euros et un maximum de 1.550 euros
B.	- pas d'eurovignette; - catégorie de taux trop basse en ce qui concerne l'eurovignette; - eurovignette payée à l'étranger pour un véhicule immatriculé en Belgique	Deux fois le montant non payé, avec un minimum de 250 euros et un maximum de 3.100 euros.
C.	- infraction à l'article 5, 2 ^o , de la loi relative à l'eurovignette (abus de la feuille de route); - fausseté et utilisation de documents faux concernant la loi relative à l'eurovignette.	Trois fois le montant non payé, avec un minimum de 250 euros et un maximum de 4.650 euros.

Titre 5. — Modification de l'arrêté royal du 8 juillet 1970 portant règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions communes aux taxes assimilées aux impôts sur les revenus

Art. 6. Dans l'arrêté royal du 8 juillet 1970 portant règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus titre 1^{er}, intitulé du chapitre VI, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2009, est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre VI. — Dispositions particulières à la taxe sur les jeux et paris, à la taxe sur les appareils automatiques de divertissements, à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles, à la taxe de mise en circulation et à l'eurovignette ».

Art. 7. Dans l'article 14bis du même arrêté royal, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2009, sont apportées les modifications suivantes :

1) le paragraphe 1^{er} est complété par les 3^o, 4^o et 5^o rédigés comme suit :

« ; 3^o la taxe de circulation sur les véhicules automobiles;

4^o la taxe de mise en circulation;

5^o l'eurovignette. »

2) Sont insérés les paragraphes 8 et 9, rédigés comme suit :

« § 8. Le service visé aux articles 29, 34, 35 et 102 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, est la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie.

§ 9. Le service visé aux articles 36ter, § 2, et 36quater, § 2, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus est le service chargé du recouvrement au sein de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie. »

CHAPITRE II. — *Taxe de circulation sur les véhicules automobiles*

Art. 8. Dans l'article 15, § 1^{er}, b), alinéa 2), du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 10 novembre 1980, les mots « au directeur régional des contributions directes compétent » sont remplacés par les mots « à la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ».

Art. 9. Dans le « Titre 2. — Taxe de circulation sur les véhicules automobiles », au « Chapitre I^{er}. — Exemptions », l'article 16 du même arrêté royal est abrogé.

Art. 10. Dans le « Titre 2. — Taxe de circulation sur les véhicules automobiles », au « Chapitre II. — Etablissement et contrôle de la puissance et du poids imposables », les articles suivants du même arrêté royal sont abrogés :

- 1) l'article 21, modifié par l'arrêté royal du 24 décembre 1971;
- 2) l'article 22.

Art. 11. Dans le « Titre 2. — Taxe de circulation sur les véhicules automobiles », au « Chapitre III. — Taxe quotidienne », les articles 23, 24, 25 et 26 du même arrêté royal, sont abrogés.

Art. 12. Dans l'article 28, § 1^{er}, du même arrêté royal, les mots « Administration des contributions directes » sont remplacés par les mots « Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ».

Art. 13. Dans l'article 30, § 2, alinéas 1^{er} et 2, du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 17 décembre 1984, les mots « l'administration des contributions directes » et les mots « au directeur des contributions directes de la province ou de la région dans le ressort de laquelle la taxe de circulation a été établie » sont remplacés respectivement par les mots « la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie » et les mots « à la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ».

CHAPITRE III. — *Taxe de mise en circulation*

Art. 14. Dans l'article 58 du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 14 avril 1993 sont apportées les modifications suivantes :

- 1) à alinéa 1^{er}, les mots « au directeur régional des contributions directes compétent » sont remplacés par les mots « à la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie »;
- 2) à l'alinéa 1^{er}, c), le mot « fédéral » est inséré entre les mots « ..., par le Ministre » et les mots « des finances ou son délégué ».

Art. 15. Dans l'article 58*bis*, alinéa 1^{er}, 1, du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 14 avril 1993, les mots « matricule de l'Office de la circulation routière » sont remplacés par les mots « de la Direction générale Transport routier et Sécurité routière ».

Titre 6. — Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes

Art. 16. Dans l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2007 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mars 2012, est inséré un paragraphe 3, rédigé comme suit :

« § 3. Le modèle de déclaration visé à l'article 6 du décret et relatif à la taxe de circulation, la taxe de mise en circulation et à l'eurovignette est fixé par le Ministre des Finances. »

Art. 17. Dans l'article 9 du même arrêté, le 3^o, abrogé par le décret du 12 mai 2005, est réinstauré dans la forme suivante :

« 3^o pour l'application de la taxe de circulation, la taxe de mise en circulation et l'eurovignette, le directeur du Contentieux de la fiscalité des véhicules du Département de la Fiscalité des véhicules de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui. »

Art. 18. Dans l'article 6 du même arrêté, il est inséré un 6^o rédigé comme suit :

« 6^o pour l'application de la taxe de circulation, de la taxe de mise en circulation et de l'eurovignette, la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ».

Art. 19. Dans l'article 8 du même arrêté, il est inséré un 5^o rédigé comme suit :

« 5^o pour l'application de la taxe de circulation, de la taxe de mise en circulation et de l'eurovignette, la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie. »

Art. 20. Dans l'article 11, § 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2009, les mots « pour la taxe en cause » sont supprimés.

Art. 21. Dans le « Chapitre VI. — Paiements et quittance » du même arrêté, est inséré un article 12*ter*, rédigé comme suit :

« 12*ter*. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 12, la taxe de circulation sur les véhicules automobiles concernant les véhicules mentionnés à l'article 36*bis* du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus et la taxe de mise en circulation concernant les véhicules mentionnés à l'article 94, 1^o, du même Code sont payables d'initiative par le redevable sur le compte bancaire IBAN BE82 0912 1503 3568 de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie.

§ 2. Si le redevable reçoit une invitation à payer les taxes visées aux articles 3 et 94 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus précités, ou l'une d'entre elles seulement, il doit utiliser la formule de virement/versement qui y est annexée, en se conformant aux directives qui l'accompagnent. S'il n'a pas reçu une telle invitation, il est tenu de mentionner sur la formule de paiement utilisée :

a) s'il s'agit d'un véhicule routier, le numéro de la plaque d'immatriculation du véhicule concerné ainsi que son identité complète telle que celle-ci figure au certificat d'immatriculation de ce véhicule;

b) s'il s'agit d'un aéronef, la marque d'immatriculation et l'année de construction de l'aéronef concerné, son aérodrome d'attache éventuel ainsi que son identité complète telle que celle-ci figure au certificat d'immatriculation de cet aéronef;

c) s'il s'agit d'un bateau de plaisance, le numéro de la lettre de pavillon, le nom, le port d'attache, le numéro d'enregistrement, l'année de construction du bateau concerné ainsi que son identité complète telle que celle-ci figure à la lettre de pavillon de ce bateau.

La taxe de circulation est due, à défaut de l'invitation à payer visée au § 2, trois mois après l'immatriculation du véhicule ou la mise en usage sur la voie publique de ce dernier. »

Art. 22. Dans l'article 19, les mots « de 9 heures à 12 heures » sont remplacés par les mots « de 9 h 00 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 16 h 00 ».

Art. 23. L'article 22bis est remplacé par ce qui suit :

« Art. 22bis. § 1^{er}. Conformément à l'article 63, § 1^{er}, du décret du 6 mai 1999 précité, l'échelle des amendes applicable aux infractions commises à l'encontre des dispositions de la taxe de circulation et de la taxe de mise en circulation, est fixée comme suit :

	Type d'infraction	Niveau de l'amende administrative
A	Non-paiement dans les délais des taxes de circulation et de mise en circulation	25 euros lors de la délivrance de l'avertissement-extrait de rôle; Elle peut être portée à 50 euros à partir du 11 ^e jour de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.
B	Infraction en matière de respect des conditions d'exonération ou d'exemption totale ou partielle des taxes de circulation et de mise en circulation	100 euros à la première infraction; A la seconde infraction, trois fois le montant de la taxe, avec un minimum de 100 euros et un maximum de 250 euros
C	Absence de déclaration concernant un véhicule soumis à une taxe de circulation ou de mise en circulation ou déclaration incorrecte ou inexacte donnant lieu à une taxation insuffisante	Deux fois le montant de la partie éludée de la taxe, avec un minimum de 100 euros et un maximum de 1.250 euros, et pour autant que la partie éludée de la taxe dépasse le dixième de la taxe primitive

§ 2. Le service visé à l'article 63, § 2, 1^o, du décret est l'Office wallon des déchets; ».

Titre 7. — Entrée en vigueur

Art. 24. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

Art. 25. Le Ministre du Budget et des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 5 décembre 2013.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/206894]

5. DEZEMBER 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Einführung verschiedener Abänderungen am wallonischen steuerlichen Verfahren

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Artikels 55bis des Erbschaftssteuergesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 6. Dezember 2001, und abgeändert durch das Dekret vom 3. Juni 2011, insbesondere § 4;

Aufgrund des Artikels 131quinquies des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 3. Juni 2011, insbesondere § 4;

Aufgrund des Gesetzes vom 27. Dezember 1994 zur Genehmigung des Abkommens über die Erhebung von einem Nutzungsrecht zur Benutzung einiger Straßen durch schwere Nutzfahrzeuge, das am 9. Februar 1994 zwischen den Regierungen der Bundesrepublik Deutschland, des Königreichs Belgien, des Königreichs Dänemark, des Großherzogtums Luxemburg und des Königreichs der Niederlande in Brüssel unterzeichnet wurde, und zur Einführung einer Eurovignette aufgrund der Richtlinie 93/89/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaft vom 25. Oktober 1993, insbesondere Artikel 13^o;

Aufgrund des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben, insbesondere der Artikel 2, 4 Nr. 1^o, 6, 11bis, 17bis, 18, 25 bis 27bis und 63, § 1;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 1970 zur allgemeinen Regelung der den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 9. Januar 1995 zur Durchführung des Gesetzes vom 27. Dezember 1994 zur Genehmigung des Abkommens über die Erhebung von einem Nutzungsrecht zur Benutzung einiger Straßen durch schwere Nutzfahrzeuge, das am 27. Februar 1994 zwischen den Regierungen der Bundesrepublik Deutschland, des Königreichs Belgien, des Königreichs Dänemark, des Großherzogtums Luxemburg und des Königreichs der Niederlande in Brüssel unterzeichnet wurde, und zur Einführung einer Eurovignette aufgrund der Richtlinie 93/89/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaft vom 25. Oktober 1993;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 19. Januar 2001 zur Durchführung der Artikel 8, 12 und 13 des Gesetzes vom 27. Dezember 1994 zur Genehmigung des Abkommens über die Erhebung von einem Nutzungsrecht zur Benutzung einiger Straßen durch schwere Nutzfahrzeuge, das am 9. Februar 1994 zwischen den Regierungen der Bundesrepublik Deutschland, des Königreichs Belgien, des Königreichs Dänemark, des Großherzogtums Luxemburg und des Königreichs der Niederlande in Brüssel unterzeichnet wurde, und zur Einführung einer Eurovignette aufgrund der Richtlinie 93/89/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaft vom 25. Oktober 1993;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 zur Einführung verschiedener Abänderungen am wallonischen steuerlichen Verfahren;

Aufgrund des am 8. Juli 2013 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 11. Juli 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 23. September 2013 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 53.909/2;

Auf Vorschlag des Ministers für Finanzen,

Beschließt:

Titel 1 — Natura 2000 - Bestimmung zur Durchführung des Erbschaftsteuergesetzbuches

Artikel 1 - Die in Artikel 55*bis*, § 4, Abs. 1 des Erbschaftsteuergesetzbuches vorgesehene Frist wird bis zum 31. Dezember 2014 verlängert.

Titel 2 — Natura 2000 - Bestimmung zur Durchführung des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches

Art. 2 - Die in Artikel 131*quinq*ues, § 4, Abs. 1 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches vorgesehene Frist wird bis zum 31. Dezember 2014 verlängert.

Titel 3 — Abänderungen des Königlichen Erlasses vom 9. Januar 1995 zur Durchführung des Gesetzes vom 27. Dezember 1994 zur Genehmigung des Abkommens über die Erhebung von einem Nutzungsrecht zur Benutzung einiger Straßen durch schwere Nutzfahrzeuge, das am 9. Februar 1994 zwischen den Regierungen der Bundesrepublik Deutschland, des Königreichs Belgien, des Königreichs Dänemark, des Großherzogtums Luxemburg und des Königreichs der Niederlande in Brüssel unterzeichnet wurde, und zur Einführung einer Eurovignette aufgrund der Richtlinie 93/89/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaft vom 25. Oktober 1993

Art. 3 - Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 9. Januar 1995 zur Durchführung des Gesetzes vom 27. Dezember 1994 zur Genehmigung des Abkommens über die Erhebung von einem Nutzungsrecht zur Benutzung einiger Straßen durch schwere Nutzfahrzeuge, das am 9. Februar 1994 zwischen den Regierungen der Bundesrepublik Deutschland, des Königreichs Belgien, des Königreichs Dänemark, des Großherzogtums Luxemburg und des Königreichs der Niederlande in Brüssel unterzeichnet wurde, und zur Einführung einer Eurovignette aufgrund der Richtlinie 93/89/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaft vom 25. Oktober 1993, wird aufgehoben.

Art. 4 - Artikel 3 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Art. 3 - Die Dienststelle im Sinne der Artikel 2*ter*, 5, 9 und 12 § 2 des Gesetzes vom 27. Dezember 1994 zur Genehmigung des Abkommens über die Erhebung von einem Nutzungsrecht zur Benutzung einiger Straßen durch schwere Nutzfahrzeuge, das am 9. Februar 1994 zwischen den Regierungen der Bundesrepublik Deutschland, des Königreichs Belgien, des Königreichs Dänemark, des Großherzogtums Luxemburg und des Königreichs der Niederlande in Brüssel unterzeichnet wurde, und zur Einführung einer Eurovignette aufgrund der Richtlinie 93/89/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaft vom 25. Oktober 1993, ist die operative Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.“

Titel 4 — Abänderung des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Durchführung der Artikel 8, 12 und 13 des Gesetzes vom 27. Dezember 1994 zur Genehmigung des Abkommens über die Erhebung von einem Nutzungsrecht zur Benutzung einiger Straßen durch schwere Nutzfahrzeuge, das am 9. Februar 1994 zwischen den Regierungen der Bundesrepublik Deutschland, des Königreichs Belgien, des Königreichs Dänemark, des Großherzogtums Luxemburg und des Königreichs der Niederlande in Brüssel unterzeichnet wurde, und zur Einführung einer Eurovignette aufgrund der Richtlinie 93/89/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaft vom 25. Oktober 1993

Art. 5 - In Artikel 3 des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Durchführung der Artikel 8, 12 und 13 des Gesetzes vom 27. Dezember 1994 zur Genehmigung des Abkommens über die Erhebung von einem Nutzungsrecht zur Benutzung einiger Straßen durch schwere Nutzfahrzeuge, das am 9. Februar 1994 zwischen den Regierungen der Bundesrepublik Deutschland, des Königreichs Belgien, des Königreichs Dänemark, des Großherzogtums Luxemburg und des Königreichs der Niederlande in Brüssel unterzeichnet wurde, und zur Einführung einer Eurovignette aufgrund der Richtlinie 93/89/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaft vom 25. Oktober 1993, wird die Tabelle zur Festlegung der Geldbußenskala durch folgende Tabelle ersetzt : “

	Art des Verstoßes	Höhe der administrativen Geldbuße
A.	- seit mehr als einem Monat verfallene Eurovignette - Ersatz eines Fahrzeugs (unter einem anderen Nummernschild) ohne Regularisierung der Eurovignette	Einmal den nicht bezahlten Betrag, mit einem Mindestbetrag von 250 Euro und einem Höchstbetrag von 1.550 Euro
B.	- keine Eurovignette; - Zu niedrige Steuersatzkategorie betreffend die Eurovignette - im Ausland bezahlte Eurovignette für ein in Belgien zugelassenes Fahrzeug	Zweimal den nicht bezahlten Betrag, mit einem Mindestbetrag von 250 Euro und einem Höchstbetrag von 3.100 Euro
C.	- Verstoß gegen Artikel 5, 2° des Gesetzes über die Eurovignette (Missachtung des Fahrtenblatts) - Falschheit und Benutzung von falschen Dokumenten in Verbindung mit dem Gesetz über die Eurovignette	Dreimal den nicht bezahlten Betrag, mit einem Mindestbetrag von 250 Euro und einem Höchstbetrag von 4.650 Euro

Titel 5 — Abänderung des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 1970
zur allgemeinen Regelung der den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern

KAPITEL I — *Gemeinsame Bestimmungen für die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern*

Art. 6 - In Titel 1 des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 1970 zur allgemeinen Regelung der den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern wird die Überschrift des durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2009 eingefügten Kapitels VI durch Folgendes ersetzt:

“Kapitel VI — Besondere Bestimmungen betreffend die Steuer auf Spiele und Wetten, die Spielautomatensteuer, die Verkehrssteuer auf Kraftfahrzeuge, die Inbetriebsetzungssteuer und die Eurovignette”.

Art. 7 - Artikel 14*bis* desselben Königlichen Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2009, wird wie folgt abgeändert:

1) Der Paragraph 1 wird durch die Nummern 3°, 4° und 5° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“; 3° die Verkehrssteuer auf Kraftfahrzeuge;

4° die Inbetriebsetzungssteuer;

5° die Eurovignette.”.

2) Die Paragraphen 8 und 9 mit folgendem Wortlaut werden eingefügt:

“§ 8. Die in den Artikeln 29, 34, 35 und 102 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern genannte Dienststelle ist die operative Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

§ 9. Die in den Artikeln 36ter § 2 und 36*quater* § 2 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern genannte Dienststelle ist die operative Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.”.

KAPITEL II — *Verkehrssteuer auf Kraftfahrzeuge*

Art. 8 - In Artikel 15, § 1, *b*), Abs. 2), desselben Königlichen Erlasses, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 10. November 1980, werden die Wörter “dem zuständigen Regionaldirektor der direkten Steuern” durch die Wörter “der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie” ersetzt.

Art. 9 - In “Titel 2 — Verkehrssteuer auf Kraftfahrzeuge”, “Kapitel I — Befreiungen” wird Artikel 16 desselben Königlichen Erlasses aufgehoben.

Art. 10 - In “Titel 2 — Verkehrssteuer auf Kraftfahrzeuge”, “Kapitel II — Festlegung und Kontrolle der Steuer-P/S und des steuerpflichtigen Gewichts” werden die folgenden Artikel desselben Königlichen Erlasses aufgehoben :

1) Artikel 21, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 24. Dezember 1971;

2) Artikel 22.

Art. 11 - In “Titel 2 — Verkehrssteuer auf Kraftfahrzeuge”, “Kapitel III — Tagessteuer”, werden die Artikel 23, 24, 25 und 26 desselben Königlichen Erlasses aufgehoben.

Art. 12 - In Artikel 28, § 1 desselben Königlichen Erlasses werden die Wörter “Verwaltung der direkten Steuern” durch die Wörter “operative Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie” ersetzt.

Art. 13 - In Artikel 30, § 2, Abs. 1 und 2 desselben Königlichen Erlasses, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 17. Dezember 1984, werden die Wörter “(die/der) Verwaltung der direkten Steuern” und “dem Direktor der direkten Steuern der Provinz oder Region, in deren Amtsgebiet die Verkehrssteuer festgesetzt wurde” durch “(die/der) operative(n) Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie” ersetzt.

KAPITEL III — *Inbetriebsetzungssteuer*

Art. 14 - Artikel 58 desselben Königlichen Erlasses, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 14. April 1993, wird wie folgt abgeändert:

1) in Absatz 1 werden die Wörter “dem zuständigen Regionaldirektor der direkten Steuern” durch die Wörter “der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie” ersetzt;

2) in Absatz 1, *c*) wird die Wortfolge “Minister der Finanzen oder seinem Beauftragten” durch “föderalen Minister der Finanzen oder seinem Beauftragten” ersetzt.

Art. 15 - In Artikel 58*bis*, Abs. 1, 1, desselben Königlichen Erlasses, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 14. April 1993, werden die Wörter “Verzeichnis des Straßenverkehramtes” durch die Wörter “Verzeichnis der Generaldirektion Straßenverkehr und Verkehrssicherheit” ersetzt.

Titel 6 — Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben

Art. 16 - In Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2007 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. März 2012 wird ein Paragraph 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“§ 3. Das in Artikel 6 des Dekrets genannte Erklärungsmuster betreffend die Verkehrssteuer, die Inbetriebsetzungssteuer und die Eurovignette wird vom Minister für Finanzen festgelegt.”.

Art. 17 - In Artikel 9 desselben Erlasses wird die durch das Dekret vom 12. Mai 2005 aufgehobene Nr. 3° in folgender Form wieder eingeführt:

“3° für die Anwendung der Verkehrssteuer, der Inbetriebsetzungssteuer und der Eurovignette, der Direktor der Direktion der Streitsachen der Fahrzeugbesteuerung der Abteilung Fahrzeugbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, oder der Beamte, der diese Funktion ausübt, oder der von ihm beauftragte Beamte.”.

Art. 18 - In Artikel 6 desselben Erlasses wird eine Nummer 6° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“6° für die Anwendung der Verkehrssteuer, der Inbetriebsetzungssteuer und der Eurovignette, die operative Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie”.

Art. 19 - In Artikel 8 desselben Erlasses wird eine Nummer 5° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“5° für die Anwendung der Verkehrssteuer, der Inbetriebsetzungssteuer und der Eurovignette, die operative Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie”.

Art. 20 - In Artikel 11 § 2 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2009, wird die Wortfolge “für die betreffende Steuer” gestrichen.

Art. 21 - In "Kapitel VI - Zahlungen und Quittungen" desselben Erlasses wird ein Artikel 12^{ter} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"12^{ter}. § 1^{er}. In Abweichung von Artikel 12 sind die Verkehrssteuer auf Kraftfahrzeuge betreffend die in Artikel 36^{bis} des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern genannten Fahrzeuge und die Inbetriebsetzungssteuer betreffend die in Artikel 94, 1^o desselben Gesetzbuches genannten Fahrzeuge unaufgefordert vom Steuerpflichtigen auf das Bankkonto IBAN BE82 0912 1503 3568 der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zu zahlen.

§ 2. Erhält der Steuerpflichtige eine Aufforderung zur Zahlung der in Art. 3 und 94 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern genannten Steuern oder nur einer dieser Steuern, muss er das dieser Zahlungsaufforderung beigefügte Überweisungs/Einzahlungsformular benutzen unter Einhaltung der dazugehörigen Vorschriften. Wenn er eine solche Zahlungsaufforderung nicht erhalten hat, muss er auf dem benutzten Zahlungsformular folgende Auskünfte angeben :

a) Wenn es sich um ein Straßenfahrzeug handelt, die Schildnummer des betreffenden Fahrzeugs sowie die vollständigen Angaben zu diesem Fahrzeug, wie sie in der Zulassungsbescheinigung stehen;

b) Wenn es sich um ein Luftfahrzeug handelt, sein Eintragszeichen und Baujahr, dessen eventueller Heimatflugplatz sowie die vollständigen Angaben zu diesem Luftfahrzeug, wie sie in der Zulassungsbescheinigung stehen;

c) wenn es sich um ein Sportboot handelt, die Nummer des Flaggenausweises, der Name, der Heimathafen, die Registrierungsnummer, das Baujahr sowie die vollständigen Angaben zu diesem Boot, wie sie im Flaggenausweis stehen.

Mangels der in § 2 genannten Zahlungsaufforderung ist die Verkehrssteuer drei Monate nach der Zulassung des Fahrzeugs oder dessen Ingebrauchnahme auf der öffentlichen Straße fällig."

Art. 22 - In Artikel 19 wird die Wortfolge "von 9 bis 12 Uhr" durch "von 9h00 bis 12h30 und von 13h30 bis 16h00" ersetzt.

Art. 23 - Artikel 22^{bis} wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 22^{bis} - § 1. Gemäß Artikel 63 § 1 des vorgenannten Dekrets vom 6. Mai 1999 wird die Geldbußenskala für Verstöße gegen die Bestimmungen in Sachen Verkehrssteuer und Inbetriebsetzungssteuer wie folgt festgelegt:

	Art des Verstoßes	Höhe der administrativen Geldbuße
A	Nicht fristgerechte Zahlung der Verkehrssteuer oder der Inbetriebsetzungssteuer	25 Euro bei der Ausstellung des Steuerbescheids Ab dem 11. Tag nach der Einsendung des Steuerbescheids kann die Geldbuße auf 50 Euro erhöht werden
B	Verstoß im Bereich der Beachtung der Bedingungen für die vollständige oder Teilbefreiung oder -freistellung von der Verkehrssteuer oder Inbetriebsetzungssteuer	100 Euro beim ersten Verstoß; Beim zweiten Verstoß, dreimal den Betrag der Steuer, mit einem Mindestbetrag von 100 Euro und einem Höchstbetrag von 250 Euro
C	Keine Anmeldung eines Fahrzeuges, das einer Verkehrssteuer oder Inbetriebsetzungssteuer unterliegt, oder unrichtige oder fehlerhafte Anmeldung, die zu einer unzureichenden Besteuerung führt	Zweimal den Betrag des hinterzogenen Teils der Steuer, mit einem Mindestbetrag von 100 EUR und einem Höchstbetrag von 1.250 EUR, unter der Voraussetzung, dass der hinterzogene Teil der Steuer ein Zehntel der ursprünglichen Steuer überschreitet

§ 2. Die in Artikel 63, § 2, 1^o des Dekrets erwähnte Dienststelle ist das "Office wallon des décrets";".

Titel 7 — Inkrafttreten

Art. 24 - Vorliegender Erlass tritt am 1. Januar 2014 in Kraft.

Art. 25 - Der Minister für Haushalt und Finanzen wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 5. Dezember 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen
A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/206894]

5 DECEMBER 2013. — Besluit van de Waalse Regering houdende verschillende wijzigingen betreffende de Waalse fiscale procedure

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 55^{bis} van het Wetboek der Successierechten, ingevoegd bij het decreet van 6 december 2001 en gewijzigd bij het decreet van 3 juni 2011, inzonderheid op § 4;

Gelet op artikel 131^{quinquies} van het Wetboek der Registratie-, hypotheek- en griffierechten, ingevoegd bij het decreet van 3 juni 2011, inzonderheid op § 4;

Gelet op de wet van 27 december 1994 tot goedkeuring van het Verdrag inzake de heffing van rechten voor het gebruik van bepaalde wegen door zware vrachtwagens, ondertekend te Brussel op 9 februari 1994 door de Regeringen van het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden, en tot invoering van een Eurovignet overeenkomstig richtlijn 93/89/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 oktober 1993, inzonderheid op artikel 13;

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, inzonderheid op de artikelen 2, 4, 1^o, 6, 11bis, 18, 25 tot 27bis en 63, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 juli 1970 houdende de algemene verordening betreffende de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 januari 1995 tot uitvoering van de wet van 27 december 1994 tot goedkeuring van het Verdrag inzake de heffing van rechten voor het gebruik van bepaalde wegen door zware vrachtwagens, ondertekend te Brussel op 27 februari 1994 door de Regeringen van het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden, en tot invoering van een Eurovignet overeenkomstig richtlijn 93/89/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 oktober 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot uitvoering van de wet van 27 december 1994 tot uitvoering van de artikelen 8, 12 en 13 van de wet van 27 december 1994 tot goedkeuring van het Verdrag inzake de heffing van rechten voor het gebruik van bepaalde wegen door zware vrachtwagens, ondertekend te Brussel op 27 februari 1994 door de Regeringen van het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden, en tot invoering van een Eurovignet overeenkomstig richtlijn 83/89/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 oktober 1993;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 houdende verschillende wijzigingen betreffende de Waalse fiscale procedure;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 juli 2013;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 11 juli 2013;

Gelet op advies nr. 53.909/2 van de Raad van State, gegeven op 23 september 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Financiën,

Besluit :

Titel 1. — Natura 2000 - Bepaling tot uitvoering van het Wetboek der successierechten

Artikel 1. De termijn waarvan sprake in artikel 55bis, § 4, lid 1, van het Wetboek der successierechten wordt verlengd tot 31 december 2014.

Titel 2. — Natura 2000 - Bepaling tot uitvoering van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten

Art. 2. De termijn waarvan sprake in artikel 131quinquies, § 4, lid 1, van het Wetboek der successie-, hypotheek- en griffierechten wordt verlengd tot 31 december 2014.

Titel 3. — Wijzigingen in het koninklijk besluit van 9 januari 1995 tot uitvoering van de wet van 27 december 1994 tot goedkeuring van het Verdrag inzake de heffing van rechten voor het gebruik van bepaalde wegen door zware vrachtwagens, ondertekend te Brussel op 27 februari 1995 door de Regeringen van het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden, en tot invoering van een Eurovignet overeenkomstig richtlijn 93/89/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 oktober 1993

Art. 3. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 9 januari 1995 tot uitvoering van de wet van 27 december 1994 tot goedkeuring van het Verdrag inzake de heffing van rechten voor het gebruik van bepaalde wegen door zware vrachtwagens, ondertekend te Brussel op 27 februari 1995 door de Regeringen van het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden, en tot invoering van een Eurovignet overeenkomstig richtlijn 93/89/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 oktober 1993 wordt opgeheven.

Art. 4. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen door onderstaande bepaling luidend als volgt :

“Art. 3. De dienst bedoeld in de artikelen 2ter, 5, 9 en 12, § 2, van de wet van 27 december 1994 tot goedkeuring van het Verdrag inzake de heffing van rechten voor het gebruik van bepaalde wegen door zware vrachtwagens, ondertekend te Brussel op 9 februari 12 door de Regeringen van het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden, en tot invoering van een Eurovignet overeenkomstig richtlijn 93/89/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 oktober 1993 is het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst.

Titel 4. — Wijziging in het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot uitvoering van de artikelen 8, 12 en 13 van de wet van 27 december 1994 tot goedkeuring van het Verdrag inzake de heffing van rechten voor het gebruik van bepaalde wegen door zware vrachtwagens, ondertekend te Brussel op 9 februari 1994 door de Regeringen van het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden, en tot invoering van een Eurovignet overeenkomstig richtlijn 93/89/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 oktober 1993

Art. 5. In artikel 3 van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot uitvoering van de artikelen 8, 12 en 13 van de wet van 27 december 1994 tot goedkeuring van het Verdrag inzake de heffing van rechten voor het gebruik van bepaalde wegen door zware vrachtwagens, ondertekend te Brussel op 9 februari 1994 door de Regeringen van het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden, en tot invoering van een Eurovignet overeenkomstig richtlijn 93/89/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 oktober 1993 wordt de tabel met de schaal der geldboetes vervangen door volgende tabel : ”

	Type overtreding	Niveau van de administratieve geldboete
A.	- eurovignet sinds meer dan één maand vervallen - Vervanging van een voertuig (met andere nummerplaat) zonder regularisering van eurovignet	Onbetaald bedrag maal één, met minimumboete van 250 euro en maximumboete van 1.550 euro
B.	- geen eurovignet; - Te lage tariefklasse voor eurovignet - Eurovignet in het buitenland betaald voor voertuig ingeschreven in België	Onbetaald bedrag maal twee, met minimumboete van 250 euro en maximumboete van 3.100 euro
C.	- overtreding van artikel 5, 2°, van de wet op eurovignet (misbruik van het rittenblad); - valsheid en gebruik van valse documenten betreffende de wet op het eurovignet.	Onbetaald bedrag maal drie, met minimumboete van 250 euro en maximumboete van 4.650 euro

Titel 5. — Wijziging van het koninklijk besluit van 8 juli 1970

houdende de algemene verordening betreffende de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen

HOOFDSTUK I. — *Gemeenschappelijke bepalingen met de belastingen gelijkgesteld met de inkomstenbelastingen*

Art. 6. In het koninklijk besluit van 8 juli 1970 houdende de algemene verordening betreffende de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, titel 1, wordt hoofdstuk VI, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2009, vervangen door wat volgt :

« Hoofdstuk VI. — Bijzondere bepalingen voor de belasting op de spelen en weddenschappen, voor de belasting op de automatische ontspanningstoestellen, de verkeersbelastingen, de inverkeersstellingsbelasting en het eurovignet ».

Art. 7. In artikel 14bis van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1) paragraaf 1 wordt aangevuld met 3°, 4°, 5°, luidend als volgt :

« ; 3° de verkeersbelasting op autovoertuigen;

4° inverkeersstellingsbelasting;

5° het eurovignet. ».

2) De paragrafen 8 en 9 worden ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 8. De in de artikelen 29, 34, 35 en 102, van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen is het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst.

§ 9. De in de artikelen 36ter, § 2, en 36quater, § 2, van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen bedoelde dienst is de dienst “inningen” in het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst.”.

HOOFDSTUK II. — *Verkeersbelasting op autovoertuigen*

Art. 8. De in artikel 15, § 1, b), lid 2, van het hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 november 1980, worden de woorden “de bevoegde gewestelijke directeur van de directe belastingen” vervangen door de woorden “het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst”.

Art. 9. In « Titel 2. — Verkeersbelasting op autovoertuigen » wordt in “Hoofdstuk 1 : Vrijstellingen », artikel 16 van hetzelfde koninklijk besluit opgeheven.

Art. 10. In « Titel 2. — Verkeersbelasting op autovoertuigen » wordt in « Hoofdstuk II - Vaststelling en controle van het belastbare vermogen en gewicht » worden volgende artikelen van hetzelfde koninklijk besluit opgeheven :

1) artikel 21, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 december 1971;

2) artikel 22.

Art. 11. In « Titel 2. — Verkeersbelasting op autovoertuigen » worden in “Hoofdstuk III. — Dagelijkse belasting” de artikelen 23, 24, 25 en 26 van hetzelfde koninklijk besluit opgeheven.

Art. 12. In artikel 28, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « Bestuur der directe belastingen » vervangen door de woorden « Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst ».

Art. 13. In artikel 30, § 2, leden 1 en 2, van het hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 november 1984, worden de woorden “het bestuur der directe belastingen” en “de directeur der directe belastingen van de provincie of het gewest in wiens ambtsgebied de verkeersbelasting gevestigd werd” vervangen door respectievelijk de woorden “het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst” en de woorden “het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst”.

HOOFDSTUK III. — *Inverkeersstellingsbelasting.*

Art. 14. In artikel 58 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 april 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1) In artikel 1 worden de woorden « bevoegde directeur van de directe belastingen » vervangen door de woorden « Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst »;

2) in lid 1, c), wordt het woord “federale » ingevoegd tussen de woorden “door de” en “Minister van Financiën of diens gemachtigde”.

Art. 15. In artikel 58bis, lid 1, 1, van het hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 april 1993, worden de woorden “het repertorium van de Dienst van het Wegverkeer” vervangen door de woorden “het Operationeel Directoraat-generaal Wegvervoer en Verkeersveiligheid”.

Titel 6. — Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen

Art. 16. In artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2007 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 maart 2012, wordt paragraaf 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. De model-aangifte bedoeld in artikel 6 van het decreet en betreffende de verkeersbelasting, de inverkeersstellingsbelasting en het eurovignet wordt vastgesteld door de Minister van Financiën.”.

Art. 17. In artikel 9 van hetzelfde besluit wordt 3°, opgeheven bij het decreet van 12 mei 2005, wederingevoerd in volgende vorm :

“3° voor de toepassing van de verkeersbelasting, de inverkeersstellingsbelasting en het eurovignet, de directeur geschillen van de Directie Voertuigenfiscaliteit van het Departement Voertuigenfiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of de ambtenaar die dat ambt uitoefent, of de door hem gemachtigd ambtenaar.”.

Art. 18. In artikel 6 van hetzelfde besluit wordt er een 6° ingevoegd, luidend als volgt :

“6° voor de toepassing van de verkeersbelasting, de inverkeersstellingsbelasting en het eurovignet, het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst”.

Art. 19. In artikel 8 van hetzelfde besluit wordt er een 5° ingevoegd, luidend als volgt :

“5° voor de toepassing van de verkeersbelasting, de inverkeersstellingsbelasting en het eurovignet, het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst”.

Art. 20. In artikel 11, § 2, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2009, vervallen de woorden “voor de betrokken belasting”.

Art. 21. In “Hoofdstuk VI - Betaling en kwijting” van hetzelfde besluit wordt er een artikel 12^{ter} ingevoegd, luidend als volgt :

« 12^{ter}. § 1. In afwijking van artikel 12 zijn de verkeersbelasting op de autovoertuigen betreffende de voertuigen vermeld in artikel 36^{bis} van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen en de inverkeersstelling betreffende de voertuigen vermeld in artikel 94, 1°, van het Wetboek betaalbaar op initiatief van de belastingplichtige op bankrekening IBAN BE82 0912 1503 3568 van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst.

§ 2. Als de belastingplichtige een verzoek om de belastingen bedoeld in de artikelen 3 en 94 van het Wetboek van de met voormelde belastingen gelijkgestelde belastingen of enkel één daarvan krijgt, moet hij het overschrijvingsformulier in bijlage gebruiken overeenkomstig de begeleidende richtlijnen. Mocht hij een dergelijk verzoek niet gekregen hebben, moet hij op het gebruikte betalingsformulier het volgende vermelden :

a) als het een wegvoertuig betreft, de nummerplaat van betrokken voertuig, evenals zijn volledige identiteit zoals vermeld in het inschrijvingsbewijs van dat voertuig;

b) als het een luchtvaartuig betreft, kenteken en bouwjaar van betrokken luchtvaartuig, zijn eventuele thuisvliegveld evenals zijn volledige identiteit zoals vermeld in het inschrijvingsbewijs van dat luchtvaartuig;

c) als het een pleziervaartuig betreft, het nummer van de vlaggenbrief, de naam, de thuishaven, het registratienummer, het bouwjaar voor de betrokken boot, evenals zijn volledige identiteit zoals vermeld in de vlaggenbrief van die boot.

De verschuldigde verkeersbelasting is verschuldigd bij gebreke van het verzoek om te betalen bedoeld in § 2, drie maanden na de inschrijving van het voertuig of de ingebruikname ervan op de openbare weg.”.

Art. 22. In artikel 19 worden de woorden “van 9 tot 12 uur” vervangen door de woorden “van 9 tot 12 uur 30 en van 13 uur 30 tot 16 uur”.

Art. 23. Artikel 22^{bis} wordt vervangen als volgt :

“Art. 22^{bis}. § 1. Overeenkomstig artikel 63, § 1, van voornoemd decreet van 6 mei 1999 wordent de toepasselijke geldboetes voor de overtredingen gepleegd tegenover de bepalingen van de verkeersbelasting en in de inverkeersstelling vastgesteld als volgt :

	Soort overtreding	Hoogte administratieve geldboete
A	Niet-betaling binnen de termijn van de verkeersbelasting en de inverkeersstellingsbelasting	25 euro bij de toezending van de belastingaanslag; Ze kan op 50 euro gebracht worden vanaf de elfde dag van versturen van de belastingaanslag.
B	Overtreding inzake inachtneming van de voorwaarden van gehele of gedeeltelijke vrijstelling van de verkeersbelasting of de inverkeersstellingsbelasting	100 euro bij de eerste overtreding; Bij de tweede overtreding, belastingbedrag maal drie, met minimumboete van 100 euro en maximumboete van 250 euro
C	Uitblijven van aangifte betreffende een voertuig onderworpen aan een verkeersbelasting of de inverkeersstellingsbelasting of onjuiste of verkeerde aangifte aanleiding gevend tot een ontoereikende belasting	Twee maal het bedrag van het ontdoken deel van de belasting, met een minimumgeldboete van 100 euro en een maximumgeldboete van 1.250 euro, en voor zover het ontdoken deel van de belasting één tiende van de oorspronkelijke belasting overschrijdt

§ 2. De in artikel 63, § 2, 1°, van het decreet bedoelde dienst is de Waalse Dienst voor afvalstoffen;”.

Titel 7. — Inwerkingtreding

Art. 24. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2014.

Art. 25. De Minister van Begroting en Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 december 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE